

MAI-JUIN 2025

ADHÉSION AUX INITIATIVES DE CRÉATION D'UN ÉTAT PALESTINIEN

Étude sociologique

CONÇUE ET RÉALISÉE PAR

Mikhael Nabeth

Co-fondateur Human Face

Observatoire des Enjeux Civilisationnels
de Jérusalem

Human
LET'S SPEAK THE TRUTH
Face



Table des matières

Résumé exécutif	6
------------------------------	----------

L'Enquête quantitative

Méthodologie	10
---------------------------	-----------

I. Analyse descriptive : l'avis des Français

1) La reconnaissance d'Israël par les pays arabes comme condition de reconnaissance d'un Etat Palestinien.....	15
2) Modalités de reconnaissance du statut juif de l'Etat d'Israel.....	18
3) Jugement sur le statut juif de l'Etat d'Israel.....	21
4) La vision du monde autour du 7 octobre.....	23
5) Positionnement par rapport à la reconnaissance de l'Etat Palestinien voulue par le président Macron.....	26
6) Légitimité de l'idée du déplacement des gazaouis.....	31

II. Analyses croisées

1) La pratique religieuse et l'idée de déplacer les gazaouis.....	36
2) L'adhésion politique en Israel et l'idée de déplacer les gazaouis.....	36
3) Impact de la rupture humaniste avec les Israéliens et reconnaissance de la Palestine.....	37

III. Analyses multifactorielles

1) Corrélations entre appartenance politique, conception du 07 octobre, déplacement des Gazaouis et reconnaissance de la Palestine.....	39
2) Corrélations entre nos religions, notre conception de l'Etat Juif d'Israel et la reconnaissance de la Palestine.....	40

Reconnaissance d'un État palestinien : que pensent les Français ?

Résultats d'une enquête quantitative menée entre le 25 mai et le 8 juin 2025
Observatoire des Enjeux Civilisationnels de Jérusalem (OECJ) – Human Face

**Auteur : Mikhael Nabeth, Licence en Sociologie (Paris IV Sorbonne),
et Master en Recherches Sociologiques (Sorbonne Paris IV)**

Contact : [LinkedIn](#) / [Carte de visite et interventions medias](#)

Pour citer cette étude :

Mikhael Nabeth, Etude sur l'adhésion aux initiatives de création Etat Palestinien,

OECJ Observatoire des Enjeux Civilisationnels de Jérusalem, Human Face.

**Pour soutenir nos recherches et devenir membre,
membre de soutien ou partenaire stratégique de Human Face
et de l'Observatoire des Enjeux Civilisationnels de Jérusalem,**

Nous contacter ou faire un don déductible d'impôts en France CERFA, au choix :

ALLODONS

www.allodons.fr/human-face

HELLOASSO

<https://www.helloasso.com/associations/human-face/adhesions/adhesion-human-face>

Il est aussi possible de télécharger le RIB de Human Face ou nous écrire depuis

humanfaceproject.carrd.co

Résumé exécutif

Contexte et objectifs

En juin 2025, Emmanuel Macron propose d'engager la France dans un processus de reconnaissance d'un État palestinien. Cette prise de position fait suite à des mois de tensions depuis l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023. L'objectif de cette enquête est de mesurer si cette initiative est en adéquation avec l'opinion publique française.

479 répondants ont été interrogés via un questionnaire diffusé en ligne, redressé selon les affiliations religieuses et politiques.

Principaux enseignements

L'enquête révèle des clivages profonds, notamment entre les groupes politiques et religieux, sur la nature même du conflit israélo-palestinien et la pertinence d'une reconnaissance unilatérale de la judéité d'Israël et d'un Etat Palestinien.

1. Méthodologie

- **Logiciel utilisé** : Modalisa
- **Diffusion** : WhatsApp, LinkedIn, Facebook Ads (panel généraliste)
- **Redressements appliqués** :
 - Affiliation politique (résultats des législatives 2024)
 - Religion (statistiques INSEE)
- **Exclusions** : population non incluse dans les résultats globaux.
- **Contrôles des biais** : pas de mention d'Israël/Palestine dans l'invitation à répondre, limitation des biais militants

2. Résultats descriptifs

- **74 %** des Français estiment qu'Israël doit être reconnu comme État juif par les pays arabes avant toute reconnaissance de la Palestine.
- **Parmi la majorité de Français ayant répondu** « oui » en Q1, 92,8% exigent une reconnaissance uniforme de la judéité d'Israël par le monde arabe.
- **14,3 %** des Français répondent aux critères de l'antisionisme.
- **31 %** des Français attribuent au 7 octobre des motivations autres que la haine raciale.
- **35 %** des Français approuvent cette reconnaissance dans un futur proche.
- En excluant les groupes idéologisés (extrême gauche et soutiens à Macron), seul **25 %** valident cette démarche de reconnaissance.
- **60 %** des Français y sont favorables, et **16 %** le souhaitent même contre leur gré.

3. Analyses croisées

- 22% de ceux qui considèrent le 7 octobre comme un acte de haine raciale adhèrent à la démarche de reconnaissance d'un Etat Palestinien (moyenne nationale 35%), alors que 77% de ceux qui voient le 7 octobre comme un acte politique sont en phase avec la démarche de Macron.
 - Les antisionistes soutiennent à **90 %** la reconnaissance d'un Etat Palestinien.
-

4. Conclusion générale

Malgré la présence médiatique du président Macron qui joue un rôle effectif sur l'opinion, les Français sont assez massivement opposés à l'initiative de reconnaissance d'un État palestinien dans un future proche. Cette initiative repose davantage sur une initiative personnelle que sur une volonté populaire. En outre, plus de la majorité des français sont d'avis qu'un déplacement des gazaouis est une solution politique tolérable, et un cinquième des français le souhaitant même de force.

L'ancrage idéologique des pro-palestiniens relève moins d'une réflexion politique que d'une posture identitaire. Les chiffres révèlent un biais d'interprétation manifeste des événements du 7 octobre, marquant une rupture empathique avec les Israéliens victimes de crimes contre l'Humanité.

Cela apparaît clairement lorsqu'on compare les sous-groupes à l'opinion générale : si 35 % des Français soutiennent la reconnaissance d'un État palestinien, ils sont 77 % parmi ceux qui considèrent le 7 octobre comme un acte politique, et seulement 22 % parmi ceux qui y voient un crime de haine raciale.

Cet écart à la moyenne traduit un biais d'interprétation de la réalité et une cécité morale face au terrorisme. Il soulève que ce militantisme contribue moins à la paix qu'à être l'expression d'un affrontement entre les civilisations.

ADHÉSION AUX INITIATIVES DE CRÉATION D'UN ÉTAT PALESTINIEN

ÉTUDE CONÇUE ET RÉALISÉE PAR

Mikhael Nabeth

Co-fondateur Human Face

Observatoire des Enjeux Civilisationnels de
Jérusalem



METHODOLOGIE – ENQUÊTE SOCIOLOGIQUE D’ADHÉSION AUX IDÉOLOGIES DE SOUTIEN À LA PALESTINE

L’Observatoire des Enjeux Civilisationnels de Jérusalem (OECJ) est fondé pour analyser, dans une perspective sociologique, les grandes dynamiques civilisationnelles, politiques, idéologiques et géopolitiques de notre époque.

Notre mission est de contribuer à une meilleure compréhension des transformations de la modernité, de l’impact du néo-progressisme en particulier dans ses contextes **français, israélien**, et plus largement **occidental et moyen-oriental**.

Nous articulons notre travail autour de trois grands axes : les **politiques intérieures** en France et en Israël, les **choix gouvernementaux et leurs logiques stratégiques** et les **orientations de la politique étrangère** dans une perspective comparée.

Nous explorons notamment les relations entre gouvernance et société civile, les mécanismes de circulation des idéologies, et les recompositions des imaginaires collectifs face aux enjeux civilisationnels contemporains.

En parallèle, Human Face développe des actions en **stratégies de communication, initiatives politiques, et promeut un espace d’échanges ouverts entre identités**.

L’OECJ s’engage à une production rigoureuse, objective et non partisane de ses analyses.

En mars 2025, Gabriel Attal, Président du parti Renaissance, s’est exprimé en Israël en s’opposant clairement à un Etat Palestinien car « les conditions ne sont pas du tout réunies ».

Cette enquête, réalisée du 25 mai au 8 juin 2025, s’intéresse aux mécanismes du soutien à la cause palestinienne.

Méthodologie de l’enquête par questionnaire

Le questionnaire a été élaboré et analysé via le logiciel Modalisa.

Les résultats analysés **par défaut** sont ceux d’une **population non-juive redressée selon les spécificités religieuses ou politiques** de la population française.

Au vu de l’effet de polarisation que peut susciter le débat sur la création de la Palestine, et notamment des difficultés posées par les biais d’échantillonnages propres aux questions d’opinion où l’interaction socio-culturelle joue un rôle déterminant dans nos décisions, nous avons recueilli les données via deux procédés distincts qui nous a permis un meilleur contrôle du panel général (voir en détail ci-après).

Les réponses recueillies ont été arrêtées au 8 juin 2025 après avoir rassemblé **479 individus**. Pour ce nombre de répondants, la marge d’erreur communément admise est de $\approx \pm 4,5\%$.

A titre comparatif, pour 1000 répondants, la marge d’erreur est de $\approx \pm 3,1\%$ soit un écart que nous considérons négligeable.

Ces marges d'erreurs statistiques communiquées par les grands instituts sont théoriques, dans des formes d'échantillonnages parfaites. Nous détaillerons ci-après comment nous avons contrôlé au maximum nos problématiques.

Le questionnaire demande au répondant de renseigner « *la religion de laquelle il se sent le plus proche* », ce qui nous a permis d'exclure **par défaut** les « *Juifs et affiliés au judaïsme* » de tous les résultats puisque l'objet de notre recherche est de reconstituer une image fidèle de l'opinion des français les plus objectifs possibles sur le conflit et de cerner l'enjeu civilisationnel qui se trame.

Par conséquent, nous utiliserons les données recueillies par les répondants juifs (256 personnes) de manière séparée en vue de comparer les écarts idéologiques éventuels avec les différents sous-groupes.

Nous pouvons, avec le concours de nos partenaires, reprendre la diffusion de cette enquête et rassembler un nombre de répondants nous permettant plus d'analyses, voire mettre en place un baromètre.

Pour les israéliens spécifiquement, nous avons remplacé la question religieuse par leur opinion politique en Israël afin de vérifier si certaines opinions sont propres au gouvernement Netanyahu ou si elles sont partagées par toutes les mouvances politiques.

Contrôle du biais d'auto-saisie

À la différence des instituts de sondage, nos répondants ne sont pas des « professionnels du clic » et ne choisissent pas leurs questionnaires en fonction de leurs affinités.

Leur caractère de *répondant volontaire* laisse à supposer une garantie supplémentaire de sérieux dans les réponses obtenues.

Nous avons pris soin **d'éviter le biais d'auto-saisie**, c'est-à-dire que nous avons neutralisé que le questionnaire puisse être utilisé comme un outil d'expression politique par des internautes militants. Pour ce faire, nous avons ôté toute référence écrite ou visuelle à Israël, Gaza, Palestine en demandant simplement de « répondre à un questionnaire » sans plus de précision. De cette manière, nous avons éliminé autant que possible ceux qui répondent motivés par militantisme.

Méthode d'administration

Le 25 mai, le questionnaire a circulé par un lien html créé par le logiciel Modalisa, en utilisant Whatsapp ainsi que la page Human Face sur LinkedIn. Après plusieurs jours de diffusion, nous avons constaté que les premiers résultats montraient une sous-représentation des répondants de gauche et centre (LFI-PC-Vers-PS-Renaissance) qui nous ont amené à lancer des publicités Facebook généralisées, sur la panel « Français 18-65 ans ». Cela nous a permis de compléter nos répondants et de pouvoir établir un

redressement politique adéquat.

Nous avons recueilli par ce biais **139** répondants supplémentaires, soit un total de **479** répondants (total des deux échantillons fusionnés).

Méthode de redressement

Nous avons retenu deux critères influençant fortement le positionnement idéologique : l'adhérence au parti politique et la religion de préférence.

Contraints de faire des choix, les variables classiquement utilisées pour reconstituer la représentativité (sexe, revenus et région) nous ont parues moins pertinentes.

- Pour le redressement politique, nous avons utilisé les résultats du 1^{er} tour des législatives. LFI (14%) – Verts/Communistes (9%) – PS (14%) – Renaissance (20%) – LR (8%) – Reconquête (5%) – RN (30%)
- Pour le redressement par la religion, nous avons utilisé les données de l'INSEE. Catholiques (29%) – Protestants (9%) – Musulmans (9%) – Juifs (0,5%) – Autre (2,5%) – Sans religion (50%)

Partie I - Données descriptives

Q1 – RECONNAISSANCE DE JUDÉITÉ D’ISRAEL ET PROCESSUS D’UN ÉTAT PALESTINIEN

La reconnaissance d’Israël comme État juif par les pays arabes doit-elle être une condition nécessaire à la création d’un État palestinien ?

Analyses à consulter

- Résultats des Français
- Résultats des Français selon la religion

Cette question renseigne sur la légitimité de la démarche de la reconnaissance d'un Etat Palestinien au regard de la situation actuelle entre Israel et les pays arabes.

- Le positionnement des Français sur cette question situe leur ancrage entre l'idéologie sioniste et l'idéologie palestiniste. On peut définir par *palestinisme* une idéologie militante qui vise à réclamer un Etat Palestinien *dans l'immédiat* et au détriment de toutes les garanties sécuritaires assurant l'existence durable d'Israel.
- Cette question permet d'explorer les conditions et la temporalité à laquelle les français veulent voir émerger un Etat Palestinien

La reconnaissance d'Israël comme État juif par les pays arabes doit-elle être une condition nécessaire à la création d'un État palestinien ?

	Fréquence
Non réponse	
Oui	74,3 %
Non	19,7 %
Ne se prononce pas	6,0 %
Total	100,0 %

Sous chaque tableau figure le redressement associé religieux ou politique (cf méthodologie)

Redressement : Redressement par répartition religieuse
(Total et % calculés sur effectifs redressés non arrondis)



	Catholique	Protestant	Musulmane	Juive	Autre	Aucune en particulier	Total
Oui	67,6	77,8	25,0	76,6	80,0	86,0	74,3
Non	26,5		75,0	13,8	20,0	9,3	19,6
Ne se prononce pas	5,9	22,2		9,6		4,7	6,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Khi2=92,2 ddl=10 p=0,001 (Val. théoriques < 5 = 7) V de Cramer=0,363
Redressement : Redressement par répartition religieuse
(Total et % calculés sur effectifs redressés non arrondis)

➔ **74% des répondants conditionnent l'idée d'un Etat Palestinien à la reconnaissance préalable du caractère juif d'Israel par les entités arabes, soit 3 français sur 4**

Analyse descriptive de la question 1 par sous-populations

Comparaison par religion : la reconnaissance d'Israël comme État juif par les pays arabes doit-elle être une condition nécessaire à la création d'un État palestinien ?

	Oui	Non	Ne se prononce pas	Total
Catholique	67,6	26,5	5,9	100,0
Protestant	77,8		22,2	100,0
Musulmane	25,0	75,0		100,0
Juive	76,6	13,8	9,6	100,0
Autre	80,0	20,0		100,0
Aucune en particulier	86,0	9,3	4,7	100,0
Total	76,3	15,2	8,5	100,0

Khi2=11,1 ddl=10 p=0,346 (Val. théoriques < 5 = 10) V de Cramer=0,14

- ✓ Les personnes se réclamant « sans religion » sont tendanciellement celles qui adoptent la position la plus protectrice à l'égard d'Israël. Ce résultat mériterait d'être exploré par des études complémentaires.
En l'état, nous pouvons faire l'hypothèse que le caractère Juif d'Israël est perçu comme un rempart idéologique qui assure à l'Occident de se préserver de sa liberté de conscience face à un monde islamique parfois perçu comme une menace.
- ✓ Les Juifs ne répondent « oui » qu'en 3è position du fait, d'une part, de la religiosité d'Israël vécue comme une question sociale à l'intérieur du pays autant que comme une question géopolitique - ce qui introduit une dimension sociétale spécifique aux Israéliens, et d'autre part, certains répondants juifs ont cru, sous le coup de l'émotion, que la question était un piège pour les inciter à valider l'idée un Etat Palestinien de façon sous-jacente.

Q2- QUELLES ENTITÉS DOIVENT RECONNAÎTRE LE CARACTERE JUIF D'ISRAEL ?

Q2- Et donc, selon vous, Israël doit être reconnu comme un État juif par... ?

Analyses à consulter

- Résultats des Français
- Résultats selon le parti politique

Cette question conditionnelle a été posée à ceux qui ont répondu « Oui » à la question précédente (Q1 - La reconnaissance d'Israël comme un Etat Juif doit-elle être une condition nécessaire à la création d'un Etat Palestinien »).

Les réponses traduisent le degré d'exigence de l'opinion publique au sujet de la reconnaissance du caractère juif d'Israël par le monde arabe.

Q2 - Et donc, selon vous, Israël doit être reconnu comme un État juif par... ?

	Fréquence
L'Autorité Palestinienne seulement	4,8 %
L'Autorité Palestinienne + le Hamas	2,4 %
L'ensemble des pays arabes d'une seule voix	45,8 %
L'ensemble des entités paramilitaires et des pays arabes	47,0 %
Total	100,0 %

Les résultats sont pondérés selon la répartition politique observée aux dernières élections législatives de 2024 (détails sur la répartition méthodologie – méthodes de redressement)

Sous-population : Hors Juifs et proches du judaïsme
Redressement : Redressement par partis politiques (Législatives 2024)
(Total et % calculés sur effectifs redressés non arrondis)

➔ **92,8% des répondants qui conditionnent la création d'un Etat palestinien à la reconnaissance du caractère Juif d'Israel exigent une démarche d'unicité de la part des entités arabes.**

La moitié des répondants hissent leur exigence à toutes les entités paramilitaires et à tous les pays uniformément. Ils expriment par là que leur attachement à la sécurité d'Israel est conforme à l'idéologie sioniste d'un foyer Juif et envisagent un Etat Palestinien comme l'aboutissement d'un processus de normalisation et non comme un moyen.

Analyse descriptive de la question 2 par sous-populations

1. Palestine oui mais... / 7. De quel parti politique vous sentez-vous le plus proche ?

	LFI	Parti Communiste / Les Verts	Parti Socialiste	Renaissance (parti de Macron)	Les Républicains	Reconquête	Rassemblement National	Total
L'Autorité Palestinienne seulement			12,9		4,2		1,7	3,1
L'Autorité Palestinienne + le Hamas	10,0				1,7	4,1		1,5
L'ensemble des pays arabes d'une seule voix	40,0		38,7	56,0	55,9	59,2	55,2	50,6
L'ensemble des entités paramilitaires et des pays arabes	50,0	100,0	48,4	44,0	38,1	36,7	43,1	44,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Khi2=24,3 ddl=18 p=0,145 (Val. théoriques < 5 = 16) V de Cramer=0,168
 Redressement : Redressement par partis politiques (Législatives 2024)
 (Total et % calculés sur effectifs redressés non arrondis)

- L'identité politique ne semble pas avoir d'incidence particulière sur le niveau d'exigence de ceux qui souhaitent une reconnaissance préalable du caractère juif d'Israël, même pour les populations de gauche et d'extrême gauche.
- Le fait d'avoir posé cette question en entrée de questionnaire, avant de demander s'ils adhèrent à la démarche de Macron (Q4) sur la reconnaissance d'un Etat Palestinien, a permis de dépasser une réponse visant à compenser la dissonance cognitive par une adaptation.
- Il apparaît que certains militants pro-palestiniens, la reconnaissance claire de la judéité d'Israël par toutes les entités arabes, y compris les groupes armés, doit précéder la création d'un État palestinien. Cette exigence dépasse les partis, elle est communément admise comme un socle commun indispensable pour aller vers une solution durable.

Q2' - LE CARACTÈRE JUIF DE L'ÉTAT D'ISRAËL EST-IL DISCUTÉ ?

Q2' - Et donc, selon vous, le caractère Juif d'Israel est...

Analyses à consulter

- Résultats des Français
- Création d'une sous-population « antisionites »

Cette question conditionnelle été posée à ceux qui ont répondu « Non » à Q1 :
 « La reconnaissance d’Israël comme un Etat Juif doit-elle être une condition nécessaire à la création d’un Etat Palestinien ».

Nous allons chercher s’il y a une scission idéologique : ceux qui ne contestent pas le caractère Juif d’Israël ont une opinion qui semble concilier sionisme et Etat Palestinien – quelle que soit la logique de vouloir un Etat Palestinien avant la reconnaissance du caractère Juif d’Israël par les pays arabes.

Q2’ - Et donc, selon vous, le caractère Juif d’Israël est...

	Fréquence
Justifié / Evident	27,3 %
Discutable	43,4 %
Inacceptable	29,3 %
Total	100,0 %

Les résultats sont pondérés selon la répartition politique observée aux dernières élections législatives de 2024 (détails sur la répartition méthodologie – méthodes de redressement)

Population qui a répondu « non » en Q1)

Sous-population : Hors Juifs et proches du judaïsme
 Redressement : Redressement par partis politiques (Législatives 2024)
 (Total et % calculés sur effectifs redressés non arrondis)

➔ **29% des français qui ne font pas de la reconnaissance d’Israël comme un Etat Juif une condition à l’émergence d’un Etat Palestinien rejette aussi globalement l’idée d’Israel comme Etat Juif.**

Nous pouvons établir ce segment de notre panel comme « *population antisioniste* » puisqu’ils récusent la légitimité de la judéité d’Israel. Nous pouvons donc estimer en France à 5,37% la frange antisioniste dure (27,3% des 19,7% ayant répondu « non » à la question 1).

Dans une acception plus élargie (discutable + inacceptable), ils seraient 14,3% de la population française à être antisioniste.

- Nous isolerons ces panels « *antisionistes (frange dure)* » et « *antisionistes (frange large)* » pour analyser leur positionnement face au 7 octobre (Q3) afin de chercher des corrélations révélatrices d’une rupture dans notre lien d’humanité. De plus, nous chercherons leur lien avec la proposition de Macron (Q4) pour comprendre s’il y a une causalité entre l’idée d’un Etat Palestinien dans un futur proche et un rejet de la judéité d’Israel.

Q3- L'INTERPRÉTATION DU 7 OCTOBRE

Au moment des faits, comment-avez-vous vécu les évènements du 7 octobre commis par le Hamas ?

Analyses à consulter

- Résultats des Français
- Résultats des Juifs de France et d'Israël
- Résultats des « sionistes »
- Résultats des « antisionistes »
- Création d'un panel « en rupture »

Cette question donne un point d'ancrage du sentiment d'empathie à l'égard des Israéliens victimes d'un génocide perpétré par les milices du Hamas en Israël.

- L'utilisation de la formulation « *au moment des faits* » incite le répondant à se restituer sa vision avant d'avoir été exposé aux médias et aux influences faisant suite à la riposte israélienne. Cette formulation tend à nous donner le vécu véritable du répondant d'avant-guerre plutôt que son analyse politique de l'action, on peut tendanciellement considérer cette question comme un révélateur d'empathie à l'égard des Israéliens et des concitoyens Juifs.

Q3 – Au moment des faits, comment-avez-vous vécu les évènements du 7 octobre commis par le Hamas ?

	Fréquence
Non réponse	
Comme un acte de haine raciale	56,6 %
Plutôt comme un acte de haine raciale	12,1 %
Plutôt comme un acte de politique	14,1 %
Comme un acte de politique	17,2 %
Total	100,0 %

Population française, juifs non-compris, pondérée selon la répartition religieuse (cf méthodologie)

Sous-population : Hors Juifs et proches du judaïsme
 Redressement : Redressement par partis politiques (Législatives 2024)
 (Total et % calculés sur effectifs redressés non arrondis)

➡ **31% des répondants n'ont pas vécu le 7 octobre comme un évènement exprimant une haine raciale.** Même si on peut considérer une dimension nationaliste, l'échelle de 4 réponses oblige le répondant à se catégoriser selon un narratif. Ce positionnement sur la nature des actes terroristes, malgré les enregistrements audios, les manifestations de joies et autres preuves qui font état d'une haine raciale manifeste, peuvent traduire une cécité volontaire ou un positionnement identitaire *en rupture* de la part du répondant.

Les répondants qui ont vécu cet acte dans une dimension politique traduisent *potentiellement* une adhésion à des discours militants de contextualisation (du type « cela n'a pas commencé le 7 octobre ») et peuvent exprimer une *rupture* du lien humanitaire avec les Israéliens.

Note méthodologique

- Nous isolerons les résultats des répondants « en rupture » afin de vérifier si ce panel est particulièrement idéologisé au regard de la proposition de Macron (Q4) ou si nous trouverons de l'hétérogénéité.
 Nous chercherons des corrélations statistiques révélatrices d'un lien effectif entre une exposition aux discours militants et une rupture humanitaire.

Analyse descriptive de la question 3 par sous-populations

	Effectifs	Fréquence
Non réponse		
Comme un acte de haine raciale	233	91,0 %
Plutôt comme un acte de haine raciale	11	4,3 %
Plutôt comme un acte de politique	4	1,6 %
Comme un acte de politique	8	3,1 %
Total	256	100,0 %

Sous-population : Juifs et proches du judaïsme

➡ En répondant à 91% qu'ils ont vécu le 7 octobre comme un acte de haine raciale, les Juifs de France et d'Israël refusent massivement toute interprétation calculée ou stratégique de l'action du Hamas. Ce chiffre de 91% est identique si l'on sépare les résultats entre Juifs Français et les Israéliens.

	Fréquence
Comme un acte de haine raciale	29,0 %
Plutôt comme un acte de haine raciale	3,2 %
Plutôt comme un acte de politique	32,3 %
Comme un acte de politique	35,5 %
Total	100,0 %

Sous-population : Antisionistes (Q2')

➡ Ces résultats sont ceux de la sous-population nommée « *antisionistes* ». Ce panel est surnommé comme tel car il correspond aux répondants qui veulent une reconnaissance de la Palestine indépendamment d'une reconnaissance d'Israël comme Etat Juif par le monde Arabe (Q1) et qui, parallèlement, remettent aussi en cause le caractère juif de l'Etat d'Israël (Q2') (voir pages 7 et 11).

	Fréquence
Comme un acte de haine raciale	80,5 %
Plutôt comme un acte de haine raciale	7,7 %
Plutôt comme un acte de politique	5,9 %
Comme un acte de politique	5,9 %
Total	100,0 %

Sous-population : Sionistes (non-juifs)

➡ Ces résultats sont ceux des français non-juifs après exclusion du sous-groupe « *antisionistes* ».

On observe une très grande proximité avec le ressenti des Juifs (80 contre 91%) sur la motivation de haine raciale des terroristes 7 octobre.

Q4- INITIATIVE DE RECONNAISSANCE D'UN ETAT PALESTINIEN EN JUIN 2025

Q4 - Etes-vous d'accord avec Macron dans sa volonté de reconnaître un Etat Palestinien dans un futur proche ?




Analyses à consulter

- Résultats des Français
- Résultats par partis politiques
- Résultats « idéologisés exclus »
- Résultats des « israéliens »
- Résultats des « antisionistes »

Cette question révèle la proportion des français en phase avec l'initiative du président Macron de lancer une dynamique de reconnaissance d'un Etat Palestinien.

- Nous avons volontairement utilisé le terme « futur proche » pour ne pas limiter les répondants à l'évènement du président Macron. Certains, qui considèrent le 18 juin comme une date vraiment trop proche du 7 octobre, pourront de fait répondre « oui » grâce à une formulation plus élargie : nous voulons savoir l'idée du répondant « en l'état de la situation politique ».
- On ne doit pas sous-estimer deux effets leviers qui ont incité le répondant à choisir le « oui ». D'une part, la pression médiatique imposée par le président en Asie lors de sa conférence est à son paroxysme au moment où le questionnaire est diffusé sur Facebook, et d'autre part, que les répondants sur un réseau social comme Facebook sont exposés massivement à du contenu anti-israélien qui influe sur leurs perceptions.

Q4 – Etes-vous d'accord avec Macron dans sa volonté de reconnaître un Etat Palestinien dans un futur proche ?

	Fréquence
Oui 	35,6 %
Non 	56,9 %
Ne se prononce pas 	7,5 %
Total	100,0 %

Répondants Juifs exclus, redressé par la religion selon les statistiques INSEE.

Sous-population : Hors Juifs et proches du judaïsme
 Redressement : Redressement par religion
 (Total et % calculés sur effectifs redressés non arrondis)

➔ **Seul un tiers des Français** est en phase avec la volonté de Macron de reconnaître un Etat Palestinien dans un futur proche. Ce chiffre tranche avec la volonté affichée du président de se précipiter vers une reconnaissance sans consulter les

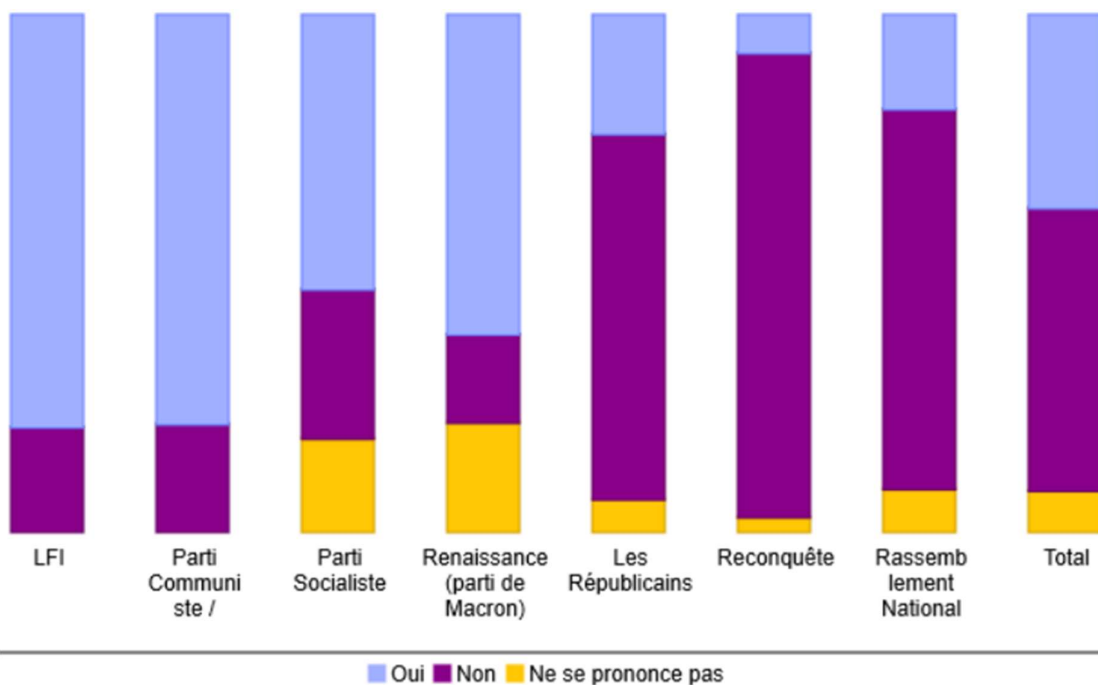
Analyse descriptive de la question 4 par sous-population

	Non réponse	LFI	Parti Communiste / Les Verts	Parti Socialiste	Renaissance (parti de Macron)	Les Républicains	Reconquête	Rassemblement National	Total
Non réponse						1,5			0,3
Oui		79,8	79,2	53,1	61,8	22,6	7,3	18,2	35,4
Non	100,0	20,2	20,8	28,9	17,1	69,7	89,8	73,6	56,8
Ne se prononce pas				18,0	21,1	6,2	2,8	8,2	7,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Khi2=178,2 ddl=21 p=0,001 (Val. théoriques < 5 = 13) V de Cramer=0,352
 Redressement : Redressement par religion
 (Total et % calculés sur effectifs redressés non arrondis)

➡ Une majorité de Renaissance (61,8%) soutient la démarche du président Macron.

Le fait que le PS semble moins enclin à répondre « oui » que Renaissance peut traduire une dissonance qui résulte d'un soutien conjoncturel des votants Renaissance dû à la pression médiatique du Président Macron.



Limites méthodologiques :

De toutes les questions abordées dans cette enquête, celle-ci requiert théoriquement la plus grande rigueur au niveau de l'échantillonnage dû au fait de son caractère particulièrement polarisant et de l'influence de l'environnement social sur les réponses.

Notre résultat de « Non » à 54,8% semble cohérent au vu des résultats du sondage du Figaro du 12 juin (67% de leurs lecteurs ont répondu Non).

Résultat des Français, les plus idéologisés exclus.

	Parti Socialiste	Les Républicains	Reconquête	Rassemblement National	Total
Oui	53,1	23,0	7,3	18,2	25,4
Non	28,9	70,8	89,8	73,6	65,6
Ne se prononce pas	18,0	6,3	2,8	8,2	9,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Khi2=63,1 ddl=6 p=0,001 (Val. théoriques < 5 = 1) V de Cramer=0,302

Sous-population : Hors Juifs et proches du judaïsme

Redressement : Redressement par religion

(Total et % calculés sur effectifs redressés non arrondis)

➡ Ce tableau exclu les répondants Renaissance particulièrement influencés par leur leader de parti, et les LFI-Communistes particulièrement engagés pour la cause palestinienne afin de dégager l'opinion générale des Français. Seul **25% des Français souhaitent une reconnaissance de la Palestine dans un avenir proche.**

Avis des Israéliens sur la reconnaissance de Macron

	Fréquence
Non réponse	
Oui	1,5 %
Non	97,1 %
Ne se prononce pas	1,5 %
Total	100,0 %

Sous-population : Israéliens

	Effectifs	Fréquence
Non réponse		
Oui	26	89,7 %
Non	2	6,9 %
Ne se prononce pas	1	3,4 %
Total	29	100,0 %




Sous-population : Antisionistes

Redressement : Redressement par partis politiques (Législatives 2024)

(Total et % calculés sur effectifs redressés non arrondis)

➡ Ceux qui refusent Israël aujourd'hui comme un Etat juif sont 90% à vouloir la reconnaissance d'un Etat Palestinien dans un futur proche. Puisque la moyenne nationale est seulement de 35%, on peut s'interroger sur la causalité de la reconnaissance de l'Etat Palestinien, peut-être plus motivé par l'antisionisme primaire et le refus d'Israël plutôt que par une volonté d'assurer des conditions sociales aux Palestiniens.

Avis des répondants « en rupture empathique » sur la reconnaissance du président Macron

	Fréquence
Oui 	84,7 %
Non 	12,2 %
Ne se prononce pas 	3,1 %
Total	100,0 %

Sous-population : En rupture

Redressement : Redressement par partis politiques (Législatives 2024)

(Total et % calculés sur effectifs redressés non arrondis)

	Fréquence
LFI	37,8 %
Parti Communiste / Les Verts	24,5 %
Parti Socialiste	15,3 %
Renaissance (parti de Macron)	6,1 %
Les Républicains	2,0 %
Reconquête	2,0 %
Rassemblement National	13,3 %
Total	101,0 %

Sous-population : En rupture

Redressement : Redressement par partis politiques (Législatives 2024)

(Total et % calculés sur effectifs redressés non arrondis)

Q5-LE DÉPLACEMENT DES POPULATIONS DE GAZA

Q5 – Etes-vous d'accord avec l'idée de déplacer les habitants de Gaza dans des pays arabes développés ?





Analyses à consulter

- Résultats des Français
- Résultats par Juifs Français et Israéliens
- Résultats des « antisionistes »
- Résultats des « sionistes »

Cette question révèle s'il existe une rupture humaniste de la part des Israéliens qui se traduirait par l'idée radicale d'un déplacement forcé de populations et si l'indignation du Quai d'Orsay sur la question du déplacement gazaouis volontaires est fondée.

- Les positions diplomatiques sont très opposées : le président Trump a proposé de déplacer les populations de Gaza consentantes à vivre dans d'autres pays arabes, solution rejetée par l'ONU et l'UE.
Les partis les plus à droite de l'échiquier israélien ont déclaré à plusieurs reprises soutenir un déplacement total.
- Nous considérons cette opinion comme révélatrice d'un positionnement idéologique à enjeu géopolitique majeur : puisque 49% de la population de Gaza souhaite être déplacée (d'après une enquête du Palestinian Survey Research de mai 2025), il semblerait que s'opposer à une telle solution soit l'expression d'un ancrage idéologique palestiniste qui freine une des solutions viables qui sieds aux deux parties. L'avis des Français non-juifs nous intéresse pour savoir si cette opposition se justifie moralement ou non.

Q5 – Etes-vous d'accord avec l'idée de déplacer les habitants de Gaza dans des pays arabes développés ?

	Effectifs	Fréquence
Oui, même de force 	76	15,9 %
Oui, pour ceux qui le souhaitent 	211	44,1 %
Non, en aucun cas 	151	31,5 %
Ne sais pas 	41	8,6 %
Total	479	100,0 %

Redressement : Redressement par religion
(Total et % calculés sur effectifs redressés non arrondis)

➔ 60% de la population française valide l'idée d'un déplacement de la population de Gaza, dont un quart le plébiscite même par contre leur gré. Près d'un tiers refuse toute idée de déplacement.

Analyse descriptive de la question 5 par sous-populations

	Fréquence
Oui, même de force	25,5 %
Oui, pour ceux qui le souhaitent	59,6 %
Non, en aucun cas	9,0 %
Ne sais pas	5,9 %
Total	100,0 %

Sous-population : Répondants Juifs (seulement)

- ➔ La population juive soutient très largement l'idée d'un déplacement des Gazaouis, notamment s'il est consenti (près de 60%).
- 85% des répondants juifs, plébiscitent, d'une manière ou d'une autre, un déplacement des Juifs de Gaza.

	Fréquence
LFI	
Parti Communiste / Les Verts	
Parti Socialiste	7,2 %
Renaissance (parti de Macron)	11,4 %
Les Républicains	50,6 %
Reconquête	16,9 %
Rassemblement National	13,9 %
Total	100,0 %

Sous-population : Répondants Juifs (seulement)

Aucun redressement politique n'a été appliqué : les choix politiques de la population juive sont particuliers et les chiffres nous intéressent en tant que tel.

A titre informatif, nous publions ci-contre les opinions politiques de la population juive de notre panel.

	Fréquence
Oui, même de force	6,5 %
Oui, pour ceux qui le souhaitent	16,1 %
Non, en aucun cas	67,7 %
Ne sais pas	9,7 %
Total	100,0 %

Sous-population : Antisionistes (Q2')

La constitution du panel « antisionistes » est expliqué page 16.

	Fréquence
Oui, même de force	19,5 %
Oui, pour ceux qui le souhaitent	50,3 %
Non, en aucun cas	22,5 %
Ne sais pas	7,7 %
Total	100,0 %

Sous-population : Sionistes (non-juifs)

La constitution du panel « sionistes » est calculé de la manière suivante : Ensemble de nos répondants – « antisionistes » - « répondants juifs ». C'est donc un panel non-juif de personnes qui ne sont pas antisionistes.

Partie II – Analyses croisées

La pratique religieuse et l'idée de déplacer les gazaouis

	Oui, même de force	Oui, pour ceux qui le souhaitent	Non, en aucun cas	Ne sais pas	Total
Oui, régulièrement	32,7	52,9	8,7	5,8	100,0
Oui, occasionnellement	20,0	66,2	10,8	3,1	100,0
Non	11,8	64,7	5,9	17,6	100,0
Ne se prononce pas					
Total	26,3	58,6	9,1	5,9	100,0

Khi2=7,13 ddl=9 p=0,624 (Val. théoriques < 5 = 8) V de Cramer=0,113

- ✓ Les indicateurs statistiques Khi2 et V de Cramer n'indiquent pas de corrélation statistique entre les deux variables. Cela n'exclut pas qu'il y ait de corrélation, mais le fait qu'il y ait 16 items dans le croisement dilue la covariance statistique.

Néanmoins, on observe un léger effet de radicalité pour ceux qui se disent « régulièrement pratiquant » puisque 32% d'entre eux considèrent qu'il faut déplacer les gazaouis de force.




L'adhésion politique en Israël et l'idée de déplacer les gazaouis

	Oui, même de force	Oui, pour ceux qui le souhaitent	Non, en aucun cas	Ne sais pas	Total
Partis arabes					
Gauche sioniste (avoda, meretz)					
Centre modéré (yesh atid)		100,0			100,0
Centre droit libéral (cahol lavan, israel beitenou..)		83,3	16,7		100,0
Droite nationaliste (Likoud)	80,0	20,0			100,0
Droite religieuse (Shass, Guimel)	20,0	80,0			100,0
Droite nationaliste-religieuse (tzionout hadatit)	57,1	42,9			100,0
Aucun parti	50,0	50,0			100,0
Total	52,9	45,6	1,5		100,0

Khi2=18,0 ddl=21 p=0,65 (Val. théoriques < 5 = 27) V de Cramer=0,297

- ✓ Les soutiens politiques du Likoud semblent montrer plus de radicalité dans leur idée de déplacer les gazaouis que les votants de la droite religieuse (dits *haredim*) et de ceux se réclamant de la droite nationaliste religieuse de Smotrich et Ben Gvir.

Impact de la rupture humaniste avec les Israéliens et reconnaissance de la Palestine

	Fréquence
Non réponse	
Oui 	77,4 %
Non 	15,1 %
Ne se prononce pas 	5,7 %
Total	98,1 %

Sous-population : En rupture (restreint)

Redressement : Redressement par partis politiques (Législatives 2024)

(Total et % calculés sur effectifs redressés non arrondis)

- ✓ Là où seuls 35 % des Français soutiennent un État palestinien dans un futur proche (q4), ils sont 77 % à valider cette idée parmi ceux qui lisent le 7 octobre comme un acte politique. Cette corrélation reflète un clivage profond dans l'opinion : ceux qui lisent le 7 octobre comme un acte politique sont tendanciellement des défenseurs de la cause palestinienne. Ces chiffres peuvent mettre en lumière combien l'ancrage politique et idéologique altère notre lien empathique et structure l'interprétation.

Partie III – Analyses multifactorielles

ANALYSES FACTORIELLES DE CORRESPONDANCE (AFC)

Ces schémas montrent les correspondances idéologiques en relation entre 3 facteurs. Plus les choix des répondants sont rapprochés, plus cela montre des liens idéologiques forts chez les répondants.

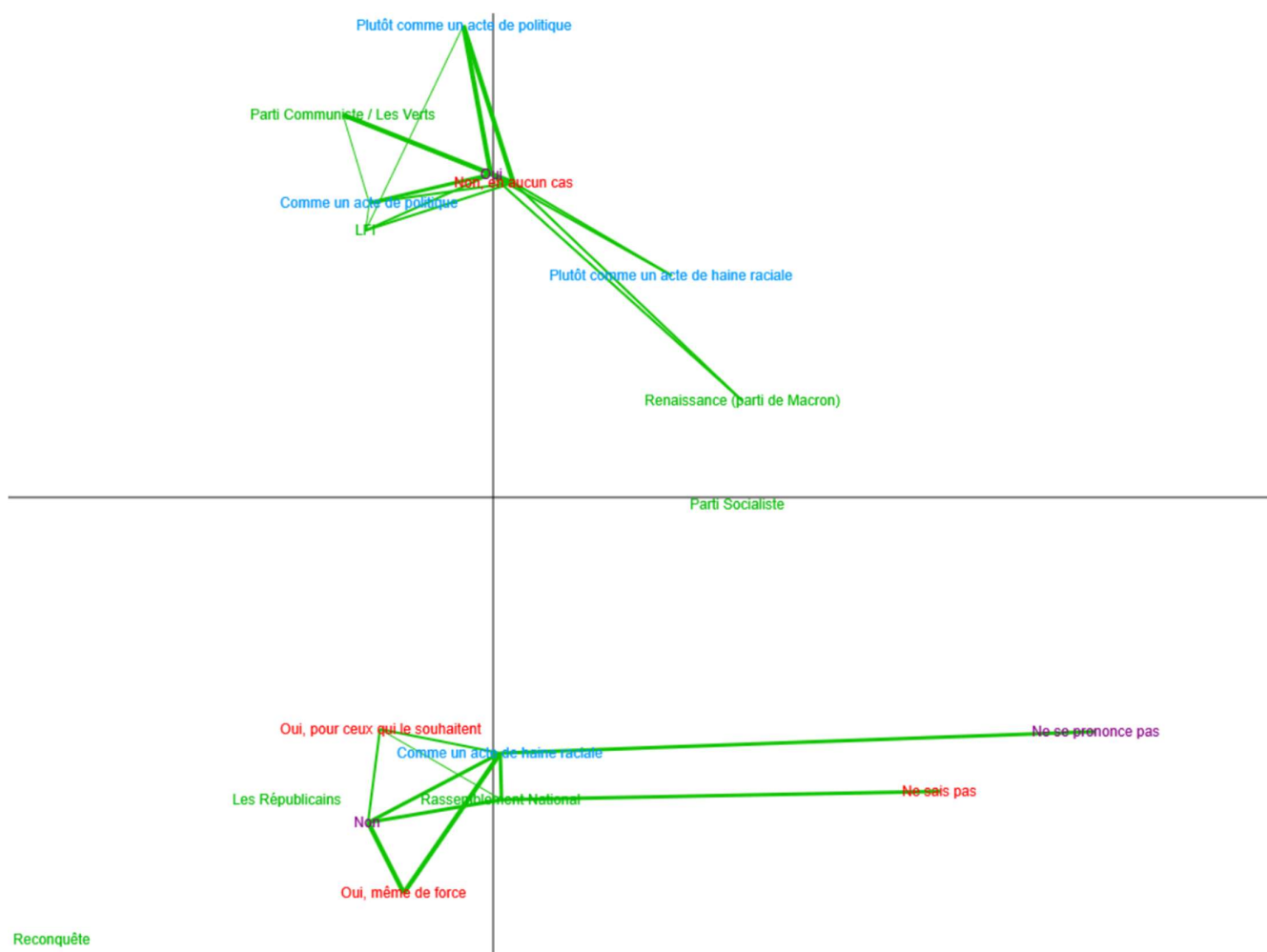
Graph 1 – Corrélations entre notre appartenance politique, notre conception du 07 octobre, notre avis sur un déplacement des Gazaouis et la reconnaissance de la Palestine.

- 1) Etes-vous d'accord avec la décision de Macron de vouloir reconnaître un Etat Palestinien? (violet, « oui, non, nsp »)
- 2) Vécu du 07 octobre (bleu, « acte de haine raciale, acte politique »)
- 3) Le déplacement des Gazaouis, est-il une solution... (rouge, « oui même de force, oui s'ils souhaitent, non en aucun cas »).
- 4) Appartenance politique du répondant.

Graph 2 – Corrélations entre nos religions, notre conception de l'Etat Juif d'Israel et la reconnaissance de la Palestine.

- 1) Etes-vous d'accord avec la décision de Macron de vouloir reconnaître un Etat Palestinien? (violet, oui / non)
- 2) Le caractère Juif d'Israel est-il, selon vous... (bleu, justifié / discutable /inacceptable)
- 3) Appartenance religieuse du répondant (rouge)

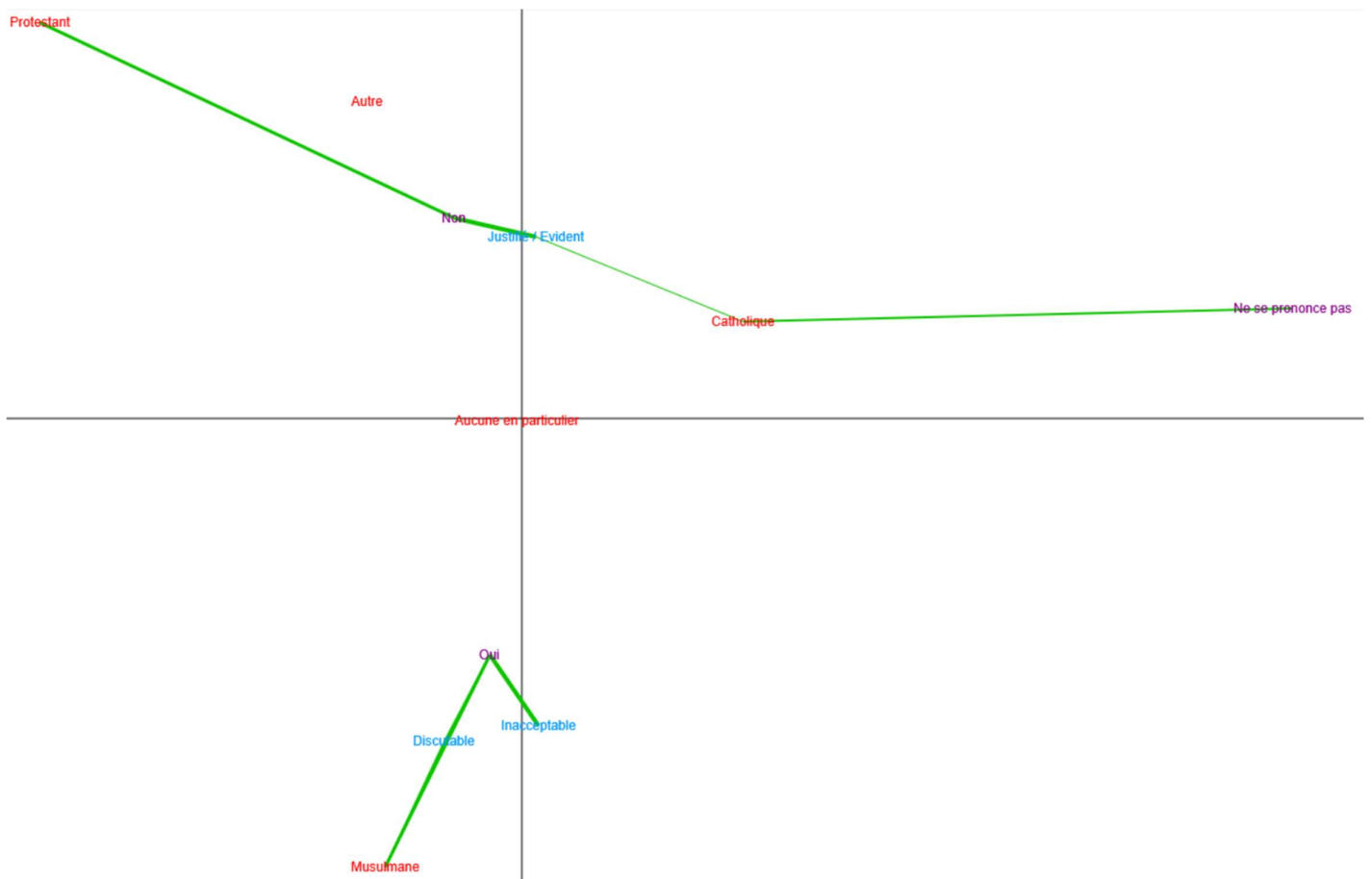
Graph 1 - Population générale reconstituée politiquement par la méthode des quotas



➡ L'analyse du graphique AFC nous renseigne sur les éléments suivants :

- ceux qui adhèrent à la proposition de Macron de reconnaître un Etat Palestinien dans un futur proche (« oui violet ») excluent idéologiquement un déplacement des Gazaouis même s'il est voulu par les populations de Gaza (« Non, en aucun cas »).
- ces individus sont par ailleurs très loin de penser que l'action du Hamas le 7 octobre fût motivée par la seule haine raciale et se situent dans un giron idéologique (Renaissance- LFI- Parti Communiste).
- la superposition « RN » et « dû à la haine raciale » montre que les électeurs RN sont totalement convaincus que la haine est à l'origine du 7 octobre. Ils sont, comme les électeurs LR ou Reconquête, enclin à valider un déplacement des Gazaouis par la force.

Graph 2 - Population générale reconstituée religieusement par la méthode des quotas



➡ On observe une forte corrélation idéologique chez la population musulmane sur l'idée d'un refus d'Israël comme Etat Juif. Ils adhèrent massivement à l'idée que le caractère Juif de l'Etat d'Israël est « discutable », voire même « inacceptable » et s'inscrivent dans un soutien de Macron dans la reconnaissance d'un Etat Palestinien dans un futur proche.

Par ailleurs, on observe un net écart avec dans le positionnement idéologique des catholiques, protestants, minorités et athées qui montrent tendanciellement un attachement au caractère Juif d'Israël.

Il existe une tendance forte pour les protestants à s'opposer à l'initiative de Macron tout en soutenant ardemment le droit d'Israël à exister en tant qu'Etat Juif.